

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**



SARL au capital de 10 000 € inscrite
sur la liste nationale des commissaires aux comptes,
rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

999, avenue de la République
59700 Marcq-en-Barœul
Tel : 03.20.82.10.94
contact@septentrionaudit.fr
www.septentrionaudit.fr

Centre Social Centre Ville

rue des Vétérans

59650 Villeneuve d'Ascq

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Aux adhérents,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Centre social CENTRE VILLE** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans le paragraphe « Evénements intervenus au cours de l'exercice et jusqu'à la date d'arrêté des comptes » de l'annexe des comptes annuels.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations comptables retenues et figurant dans l'annexe, notamment :

- la dépréciation de la créance du Comptoir Des Solidarités - CDS-, pour 76 K€, cf tableau « Etat des créances »,
- les provisions pour risques et charges comptabilisées pour 56.7 K€, cf tableau « Etat des provisions ».

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

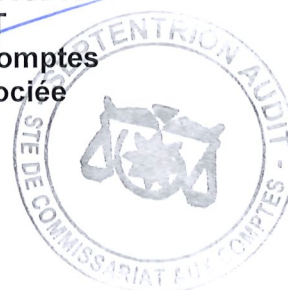
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

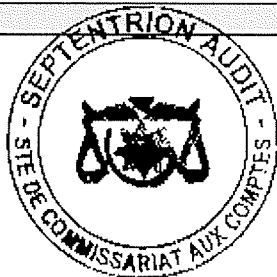
Fait à Marcq-en-Barœul, le 22/04/2025

SEPTENTRION AUDIT
I. DUPONT
Commissaire aux Comptes
Gérante Associée



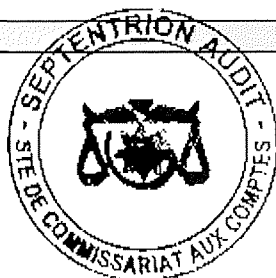
BILAN

Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			31.12.2023
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 443.94	13 269.06	3 174.88	6 256.35
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 443.94	13 269.06	3 174.88	6 256.35
AVANCES ET ACOMPTES (INCORPORELLES)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	316 489.87	279 538.26	36 951.61	81 505.90
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS	53 719.68	53 719.68		
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	262 770.19	225 818.58	36 951.61	81 505.90
IMMOBILISATIONS EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	9 305.00		9 305.00	4 305.00
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	9 305.00		9 305.00	4 305.00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	342 238.81	292 807.32	49 431.49	92 067.25
STOCKS ET EN-COURS				
MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS				
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS				
MARCHANDISES				
CREANCES D'EXPLOITATION	577 095.06	76 377.45	500 717.61	428 739.53
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	545 890.75	76 377.45	469 513.30	418 900.29
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	31 204.31		31 204.31	9 839.24
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	8 040.78		8 040.78	26 930.39
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	18 826.17		18 826.17	13 711.94
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	603 962.01	76 377.45	527 584.56	469 381.86
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	946 200.82	369 184.77	577 016.05	561 449.11



BILAN

Passif	31/12/2024 Montant	31.12.2023 Total
CAPITAL	-27 390.95	-27 390.95
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	40 000.00	40 000.00
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE		
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	70 756.51	134 765.39
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-30 769.25	-64 008.88
SITUATION NETTE (1)	52 596.31	83 365.56
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	46 195.05	46 195.05
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)	46 195.05	46 195.05
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	98 791.36	129 560.61
FONDS REPORTEES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES		4 566.22
TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES (3)		4 566.22
PROVISIONS POUR RISQUES	56 760.00	
PROVISIONS POUR CHARGES	23 934.29	21 337.78
TOTAL PROVISIONS (4)	80 694.29	21 337.78
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	70 717.14	60 000.00
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS		
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	79 351.89	64 758.87
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	174 921.89	165 920.97
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	84.60	5 000.00
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	72 454.88	110 304.66
TOTAL DETTES (5)	397 530.40	405 984.50
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	577 016.05	561 449.11

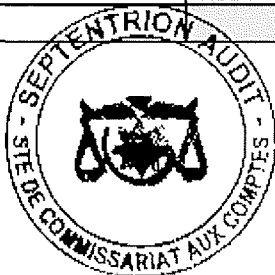


COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2024 au 31/12/2024

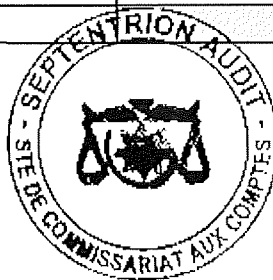
Toutes les écritures

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
COTISATIONS	1 843.00		2 419.00
VENTES DE BIENS			
DONT VENTES DE DONS EN NATURE			
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	398 964.56		345 541.44
DONT PARRAINAGES			
VENTES DE BIENS ET SERVICES		398 964.56	345 541.44
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	907 483.20		922 992.62
VERSEMENT. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT.			
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			400.00
DONS MANUELS			400.00
MECENATS			
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			
CONTRIBUTIONS FINANCIERES			
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		907 483.20	923 392.62
REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV. ET TRANSFERT CHGS	4 590.95		4 782.55
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES	4 566.22		6 670.00
AUTRES PRODUITS	94 207.71		62 904.90
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		1 411 655.64	1 345 710.51
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	280 231.41		292 632.04
AIDES FINANCIERES			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	46 943.62		43 999.76
SALAIRES ET TRAITEMENTS	782 967.65		765 796.68
CHARGES SOCIALES	213 597.50		208 698.54
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	124 799.21		49 411.39
DOTATIONS AUX PROVISIONS	59 356.51		2 206.53
REPORTS EN FONDS DEDIES			
AUTRES CHARGES	50.15		-18.28
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		1 507 946.05	1 362 726.66
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		-96 290.41	-17 016.15



COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	1 125.57		614.53
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGE			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		1 125.57	614.53
CHARGES FINANCIERES			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4)			
RESULTAT FINANCIER (3-4)		1 125.57	614.53
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION	16 374.06		2 869.71
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	49 781.24		20 090.96
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGES			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)		66 155.30	22 960.67
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	1 759.71		70 567.93
SUR OPERATION EN CAPITAL			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)		1 759.71	70 567.93
RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6)		64 395.59	-47 607.26



COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		31.12.2023
	Montant	Total	Total
PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS (7)			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (8)			
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		1 478 936.51	1 369 285.71
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		1 509 705.76	1 433 294.59
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE			
SOLDE DEBITEUR = PERTE		30 769.25	64 008.88
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
DONS EN NATURE	166 680.00		149 259.00
PRESTATION EN NATURE	33 667.00		33 192.00
BENEVOLAT			
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		200 347.00	182 451.00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE	166 680.00		149 259.00
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	33 667.00		33 192.00
PRESTATION EN NATURE			
PERSONNEL BENEVOLE			
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		200 347.00	182 451.00





**Centre Social Centre Ville
Espace Adultes et Familles**
20 rue des Vétérans
59650 Villeneuve d'Ascq
03.20.91.46.95

**Espace Petite-Enfance
Multi Accueil Badaboum**
Place Léon Blum
59650 Villeneuve d'Ascq
03.20.91.32.85

Espace Enfance - La Médina
Espace Jeunesse - Le Burton
LCR du Blason, Place de la Basoche
59650 Villeneuve d'Ascq
06.15.41.87.13



ANNEXE AU 31.12.2024

Présentation de l'association

Zone d'influence : Quartiers Pont de Bois et Hôtel de Ville – Villeneuve d'Ascq (Environ 9 000 habitants)

Siège social : rue des Vétérans - 59960 Villeneuve d'Ascq

Objet : L'association a pour but la gestion et l'animation du Centre Social et veiller à ce qu'il respecte les objectifs fixés par la charte des Centres Sociaux, en tenant compte de la spécificité des quartiers Pont de Bois et Hôtel de Ville. Les moyens d'actions de l'association sont : l'organisation d'activités et de services destinés à l'ensemble de la population, sans discrimination de quelque nature que ce soit, dans le cadre de l'animation de la vie sociale globale de sa zone d'influence et tout autre moyen propre à atteindre son but.

Date de création : 27 février 1988

Description des missions sociales réalisées : Le Centre Social est un foyer d'initiatives porté par des habitants avec le soutien de professionnels. C'est la mise en œuvre concrète d'un projet de développement social local, agréé par la CAF, qui a pour ambition première de placer l'habitant au cœur de la démarche, en lui conférant un rôle d'acteur et de citoyen.

Le Centre Social est ouvert à tous (y compris aux personnes en situation de handicap), sans distinction. Il se situe dans un rôle d'accueil, d'écoute, de dialogue entre les générations, les catégories socio-économiques, et les cultures.

Le Centre Social est composé de plusieurs secteurs : Petite Enfance avec un multi accueil, Enfance-Jeunesse avec des centres de loisirs, de l'accompagnement à la scolarité, des séjours et Adultes-Familles-Séniors avec des actions de soutien à la parentalité, des ateliers santé bien être et de lien social, des accompagnements individuels à destination des allocataires du RSA et un pôle multimédia ; Le projet est également soutenu par un pôle Logistique et de Pilotage.

Description des moyens mis en œuvre :

- Le siège du Centre Social (local municipal) , un multi-accueil (local mis à disposition par la Ville de Villeneuve d'Ascq), un espace Enfance Jeunesse (LCR mis à disposition par les bailleurs sociaux) dit « La Médina » pour les 6-11 ans et « Le Burton » pour l'accueil jeunes. Pour des raisons de sécurité, à la demande du bailleur, le LCR n'accueille plus de public depuis fin juillet 2024. Des travaux doivent être effectués dans le cadre d'une réflexion globale sur les 2 équipements annexes du centre social.
- Une équipe composée de 50 salariés pour 29 ETP en 2024 – 35 salariés au 31/12/2024 (27 CDI / 3 CDD, 1 CONTRAT D'APPRENTISSAGE et 5 CONTRATS AIDÉS) – 5 services civiques et 81 bénévoles.

Evénements intervenus au cours de l'exercice et jusqu'à la date d'arrêté des comptes

- Augmentation des charges salariales avec la révision des classifications et rémunérations de la convention collective - néanmoins absorbé partiellement par le non remplacement de professionnels absents ;
- L'arrêt maladie de l'assistante de direction sur une grande partie de l'année 2024 avec reconnaissance d'inaptitude d'origine professionnelle officialisée par la médecine du travail le 06 janvier 2025 et la mise en place du licenciement au 05 février 2025 ;
- La poursuite de la prise en charge du loyer du local d'activité de l'association du Comptoir des Solidarités avec BDT jusqu'au 15 décembre 2024, date à laquelle un nouveau bail a été conclu entre la société REGI PARC et le Comptoir des Solidarités ;
- La poursuite de la mise à disposition de Monsieur Rachid BECHKER au Comptoir des Solidarités à hauteur de 12h hebdomadaires sur l'ensemble de l'année ;
- Des difficultés de trésorerie toujours présentes qui s'aggravent aux vues du soutien financier auprès du Comptoir des Solidarité et du licenciement ;
- Un maintien de l'effectif global à 29 ETP ;
- Fin de la mission de Monsieur MILANI sur le poste de CTN - CS CONNECTE ;
- Des subventions CNAF à la hausse avec : PS Jeunes sur l'année, le Bonus attractivité EAJE, la revalorisation des PS en lien avec la nouvelle classification ;
- L'obtention d'un Fond d'Aide Exceptionnelle de 32 004€ ;
- Un travail de fond sur la prévention des risques psychosociaux avec une enquête réalisée auprès des salariés et un accompagnement de Pôle Santé Travail à compter de septembre 2024 ;
- L'accompagnement de l'équipe salariée via une cellule de crise suite à un passage à l'acte d'un professionnel ;
- Le renouvellement du Conseil d'Administration avec 7 départs et autant d'entrées ;
- La fermeture du LCR en juillet 2024 et la réorganisation des activités Enfance Jeunesse au sein du siège.

Règles et méthodes comptables applicables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC 2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.



Informations sur l'actif du bilan

Actif incorporel/ corporel et financier

	ANO	+	-	Solde
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 444			16 444
AMENAGEMENT CS BUREAU SECRETARIAT	1 065			1 065
AGENCEMENT CONSTRUCTION/SOL	52 655			52 655
MATERIEL TECHNIQUE D'ACTIVITE	13 511			13 511
MAT ACTIVITES NV CS	37 903			37 903
MAT ACTIVITES BADABOUM	11 683			11 683
MATERIEL ACTIVITE ESPACE PARENTALITE	7 383			7 383
AGENCEMENT LCR - BLASON	48 454			48 454
INST GENERALE AGENCEMENT	13 088			13 088
MATERIEL DE TRANSPORT	23 351			23 351
MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	31 568	786		32 354
MOBILIER DE BUREAU	3 736			3 736
MOBILIER BUREAU NV CS	68 868			68 868
MATERIEL ET OUTILLAGE	2 440			2 440
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 305	5 000		9 305
	336 453	5 786	0	342 239

	ANO	+	-	Solde
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 188	3 081		13 269
AMORTISSEMENT BUREAU SECRETARIAT CS	1 065			1 065
AMORT AGENCEMENT/SOL AUTRUI	52 655			52 655
AMORT MAT TECHNIQUE ACTIVITE	12 405	518		12 923
AMORT MAT ACTIVITE NV CS	22 724	7 581		30 305
AMORT MAT ACTIVITE BADABOOM	11 013	240		11 252
AMORTISSEMENT ESPACE PARENTALITE	7 383			7 383
AMORTISSEMENT AGENCEMENT LCR+DANSE+BURT	33 912	9 125		43 036
AMORT AGENC.AMENAGT.INSTALLATIONS	8 197	1 792		9 989
AMORT MAT TRANSPORT	18 784	4 566		23 350
AMORT MAT BUREAU INFORMATIQUE	20 380	7 258		27 638
AMORT MAT BUREAU	3 736			3 736
AMORT MOB BUREAU NV CS	41 629	13 774		55 402
AMORT MATERIEL ET OUTILLAGE	316	488		804
Total	244 386	48 422	0	292 807



Etat des créances

	Montant brut	Echéance à moins d'1 an	Echéance à plus d'1 an
Avances et acomptes fournisseurs	5 962	5 962	
Avances et acomptes salaires	1 851	1 851	
Actif circulant :			
CAF	189 010	189 010	
VILLE	6 000	6 000	
DEPARTEMENT	170 746	170 746	
CGET	9 288	9 288	
REGION	4 870	4 870	
FEDER	44 982	44 982	
Uniformalion	26 770	26 770	
AUTRES SUBV	13 829	13 829	
CDS	87 575	11 198	76 377
Taxe sur les salaires	13 159	13 159	
Divers	3 053	3 053	
	577 095	500 718	76 377

Dont prêts accordés en cours d'exercice : néant

Dont prêts récupérés en cours d'exercice : néant

Produits à recevoir	7 524
repas ville	6 000
Etat	1 181
Participations	343

Charges constatées d'avance	18 826
assurance	4 242
engie	355
loyer 1T2025 Regie parc	6 898
location copieur	3 255
formation	3 478
Animation	598



Informations sur le passif du bilan

Fonds propres

Libellés		Affectation du résultat	Augmentatio n	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	12 609				12 609
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves	0				0
Report à nouveau	134 765	-64 009			70 756
Résultat exercice	-64 009	64 009		30 769	-30 769
Situation nette	83 366	0	0	30 769	52 596
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Subventions d'investissement	129 394		49 781	28 938	150 237
Amort subventions d'investissement	-83 198		-49 781	-28 938	-104 041
Total	129 561	0	0	30 769	98 791

Fonds dédiés

Année	Ressources	Montant des fonds affectés	Fonds à dégager au début de l'exercice (compte 194)	Utilisation au cours de l'exercice (compte 789)	Engagement à réaliser (compte 689)	Fonds restants à engager
			A	B	C	D=A-B+C
2019	Etat - pic repérage	23 350	4 566	4 566		0
Total			4 566	4 566	0	0

Etat des provisions

Libellés	Provisions début exercice	Dotations	Reprises	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions IDR	21 338	2 597		23 934
Provisions pour risques et charges	0	56 760		56 760
Total	21 338	59 357	0	80 694

Dont une provision pour départ en retraite estimée à la somme de 23 934 € ce qui a généré un complément de provision de 2 597€.

Dont une provision pour licenciement et une provision sur dispositif département FSE.

Etat des dettes

	Montant brut	Echéance à - 1 ans	Echéances à + 1 an	Echéances à + de 5 ans
Emprunts et dettes auprès étab crédits	70 717	60 717	10 000	
Fournisseurs	79 352	79 352		
Dettes fiscales et sociales	174 922	174 922		
Autres Dettes	85	85		
Produits constatés d'avance	72 455	72 455		
	397 530	387 531	10 000	0

Dont emprunts souscrits en cours d'exercice : néant

Dont emprunts remboursés en cours d'exercice : 20 000€



Charges à payer	138 531
Prov Congés payés	86 763
Charges congés payés	28 895
Fournisseurs non parvenus	16 177
Formation continue	6 696

Produits constatés d'avance	72 455
CLAS CAF	10 249
CGET accomp scolaire	6 666
Etat séjour 2025	15 000
Departement FSE	31 817
carsat	8 723

Informations sur les subventions / financeurs

	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissements
Etat	116 233	
Département	306 365	
CAF	163 176	49 781
Ville	257 811	
Carsat	12 157	
Feder	42 258	
divers	9 483	
Total	907 483	49 781



Résultat exceptionnel +64K€

Exceptionnels	64 396	
Charges		1 759
ajustement financeurs 2023		1 759
Produits		66 155
quot part subv investissement		49 781
Solde financeurs 2023		16 374

Cotisations : Les cotisations ont été comptabilisées selon la méthode des encaissements

Effectif : 29 ETP

Contributions volontaires :

166 680 € valorisés par la Ville dans sa convention annuelle 2024 sur exercice 2023: 149 259€ pour la mise à disposition de matériels et de locaux et 17 421€ au titre de la restauration (non connu pour 2024 dans l'attente de la convention annuelle 2025).

33 667 € de bénévolat d'activités correspondant à 2 158,5 heures au taux de 11,64€ + 34% de charges patronales auxquelles s'ajoutent le bénévolat de gouvernance (646 heures non valorisées financièrement).

Mentions spécifiques :

Conformément à la loi n°2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il n'est pas précisé le montant car cette mention viendrait à individualiser une rémunération.